



République Française

MAIRIE DE FABREGUES

Département de l'Hérault

Délibération du Conseil Municipal n° 2019/003

Séance du 19 février 2019

Date de convocation :	12 février 2019
Date d'affichage :	13 février 2019
Nombre de membres :	
- afférents au Conseil Municipal :	29
- en exercice :	29
- qui ont pris part à la délibération :	27

L'an **deux mille dix-neuf** et le **dix-neuf février** à **19 heures 10**, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Jacques MARTINIER, Maire de Fabregues**.

Présents : M. Jacques MARTINIER – M. Jean-Marc ALAUZET – M. Christian SOUVEYRAS
Mme Christine PALA – Mme Mylène FOURCADE – M. Claude JUEN – Mme Myriam PENA
M. Dominique CRAYSSAC – M. Jean-Olivier JOB – M. Pierre VAN CRAENENBROECK
M. Alain FAUCHARD – M. Philippe LIGNY – Mme Zohra PIETRANTONI – M. Jean-François CALONNE
M. Serge JACOB – Mme Marie-Carmen GOMEZ – M. Sébastien FARRAUTO
Mme Solange MARTIN BONNIER – M. Bernard PASSET – M. Dominique WACHTER
M. Jean-Pierre LAPORTE – Mme Marielle FENECH-MONFORT – Mme Aurélie MATEO.

Représentées : Mme Edith TRUC – Mme Thérèse VIDAL – Mme Elisa VEIGA – Mme Sandra BEGUET.

Absents : M. Laurent PITHON – Mme Colette ORTEGA.

Objet : FINANCES : Adoption du Compte de Gestion 2018.

Monsieur le Maire Adjoint délégué aux Finances présente le Compte de Gestion 2018.

Les résultats de l'ordonnateur (Compte Administratif 2018) et du comptable (Compte de Gestion 2018) étant concordants, il est proposé d'adopter le Compte de Gestion pour l'année 2018.

Le Conseil Municipal, ayant entendu l'exposé de Monsieur le Maire Adjoint et après en avoir délibéré à l'unanimité :

Article 1 :

Adopte le Compte de Gestion 2018 tel que présenté.

Plus n'est délibéré.

Fait les jour, mois et an que dessus indiqués.

Ont signé au registre tous les membres présents à la séance.



Le Maire,

Jacques MARTINIER.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.